

Sahel : nouvelle menace et vieux problèmes

La région n'est ni la zone tribale paquistanaise, ni l'Afghanistan ; elle pourrait le devenir si les problèmes qui opposent les populations aux Etats continuent de demeurer non résolus.

Lakhdar Benchiba

La vaste étendue sahélienne – trois millions de kilomètres carrés – est-elle comparable à la zone tribale paquistanaise où un mouvement islamiste armé – les talibans paquistans – allié à Al Qaida met à rude épreuve l'Etat central et les américains qui peinent à pacifier l'Afghanistan ? Le « journalisme sécuritaire » ambiant n'hésite pas à qualifier le Sahel de « nouvel Afghanistan ». La tentation de prendre ce raccourci est forte, certains ingrédients propres à l'Afghanistan (Afghanistan-Pakistan), voire même de l'anomie somalienne, se retrouvant dans la zone sahélienne. Les ingrédients « afgho-paquistans » présumés n'ont pourtant rien de nouveau. Tout comme le Pakistan avec sa « zone tribale », les Etats de la région ont, à des degrés divers, de grandes difficultés à contrôler les activités illégales qui s'y pratiquent depuis de longues années. On peut citer, pêle-mêle, la contrebande en tout genre, le trafic de drogue et des armes sur fond d'instabilité liée à des mouvements de rébellion touarègue qui concerne plusieurs Etats, à savoir le Mali, le Niger et le Tchad.

On a donc quelques éléments de comparaison : des facteurs tribaux ou ethniques et une faiblesse des Etats corollaire de l'absence d'intégration des populations concernées, targuées principalement. Ces facteurs de trouble existent depuis au moins deux décennies et les Etats de la région entre répression et arrangements s'en sont accommodés. Ils n'ont pris un aspect « explosif » qu'après le 11 septembre 2001. Cela mérite d'être souligné, les groupes islamistes armés algériens ont commencé à se déployer dans le Grand Sud et dans la zone sahélienne dès le début des années quatre-vingt-dix. Seul le gouvernement algérien s'en inquiétait. Le Sahel était une des voies d'acheminement d'armes à la guérilla islamiste qui s'est installée dans le pays après l'annulation en 1992 du processus électoral qui donnait la victoire aux islamistes. Le grand intérêt médiatique pour le Sahel est donc directement lié à la désignation par les USA, dès 2002, de la région comme comportant un potentiel où le terrorisme islamiste pourrait y trouver un sanctuaire et devenant un « nouveau front dans la guerre glo-

bale contre le terrorisme ». Les USA se sont impliqués en lançant, dès décembre 2002, la Pan Sahel Initiative, destinée à aider les Etats de la région à assurer la protection des frontières, le suivi de la circulation des personnes, la lutte contre le terrorisme et la coopération régionale.

Le prisme américain et l'idéologie sécuritaire

L'intérêt américain ne s'est plus démenti. La Pan Sahel Initiative, dotée de la modique dotation de 60 millions de dollars, devient en 2005, le Partenariat antiterroriste transsaharien (*Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership* ou TSCTP), doté d'un budget 10 fois supérieur, de 600 millions de dollars. Cette initiative élargit son champ géographique puisqu'elle intègre la Libye, le Sénégal et le Nigeria. Le programme vise à juguler « la menace » dans le Sahel au moyen d'une stratégie intégrée alliant l'aide au contre-terrorisme, une aide ciblée au développement et des initiatives de diplomatie destinées à priver les groupes terroristes de tout asile sûr. On ne prête qu'aux riches et aux puissants. Le parallèle, un peu vague, entre le Sahel et la zone tribale paquistanaise, est devenue systématique avec l'implication grandissante des USA où l'idéologie sécuritaire est devenu dominante. La transformation du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Al Qaida pour le Maghreb islamique (AQMI) en 2007 – dont la réalité reste toujours contestée par les officiels algériens – est venue de manière quasi-définitive confirmer cette perception. Il est remarquable de noter que *The New York Times* a publié, le 1er juillet 2008, une interview d'Abdelmalek Droukkel, chef du GSPC-AQMI, honneur auquel aucun chef d'Etat de la région Maghreb-Sahel n'a eu droit. Le contenu de l'interview est d'une grande banalité qui ne justifie pas, a priori, que le journal de l'establishment américain la publie. Sauf, bien entendu, s'il s'agissait d'entretenir le sentiment de menace au sein du public américain qui justifie les expéditions extérieures sur le mode « d'Al Qaida est partout ». Dans ce domaine, Abdelmalek Droukkel les a bien servi en

déclarant : « Si l'administration américaine considère que sa guerre contre les musulmans est légitime, qu'est-ce qui peut faire croire que notre guerre sur son territoire n'est pas légitime ? (...) Tout le monde doit savoir que nous n'hésiterons pas à cibler les intérêts américains à chaque fois que nous le pourrons et n'importe où sur cette planète ». Le GSPC-AQMI est entré, grâce à cette interview, dans une dimension planétaire. On lui suppose un poids et une présence sans commune mesure avec ses « territoires » réels qui sont quelques *wilayas* au centre de l'Algérie, une présence dans la zone sahélienne, notamment au nord du Mali, avec quelques opérations, sanglantes il est vrai, en Mauritanie. Tout se passe comme si toutes les réalités de la zone sahélienne connues et mollement combattues par les Etats – trafics, contrebande, immigration clandestine, rebellions endémiques – étaient devenues secondaires par rapport à la présence de l'AQMI, présentée parfois comme disposant d'une infrastructure et des réseaux qui feraient pâlir d'envie les chefs d'Al Qaida.

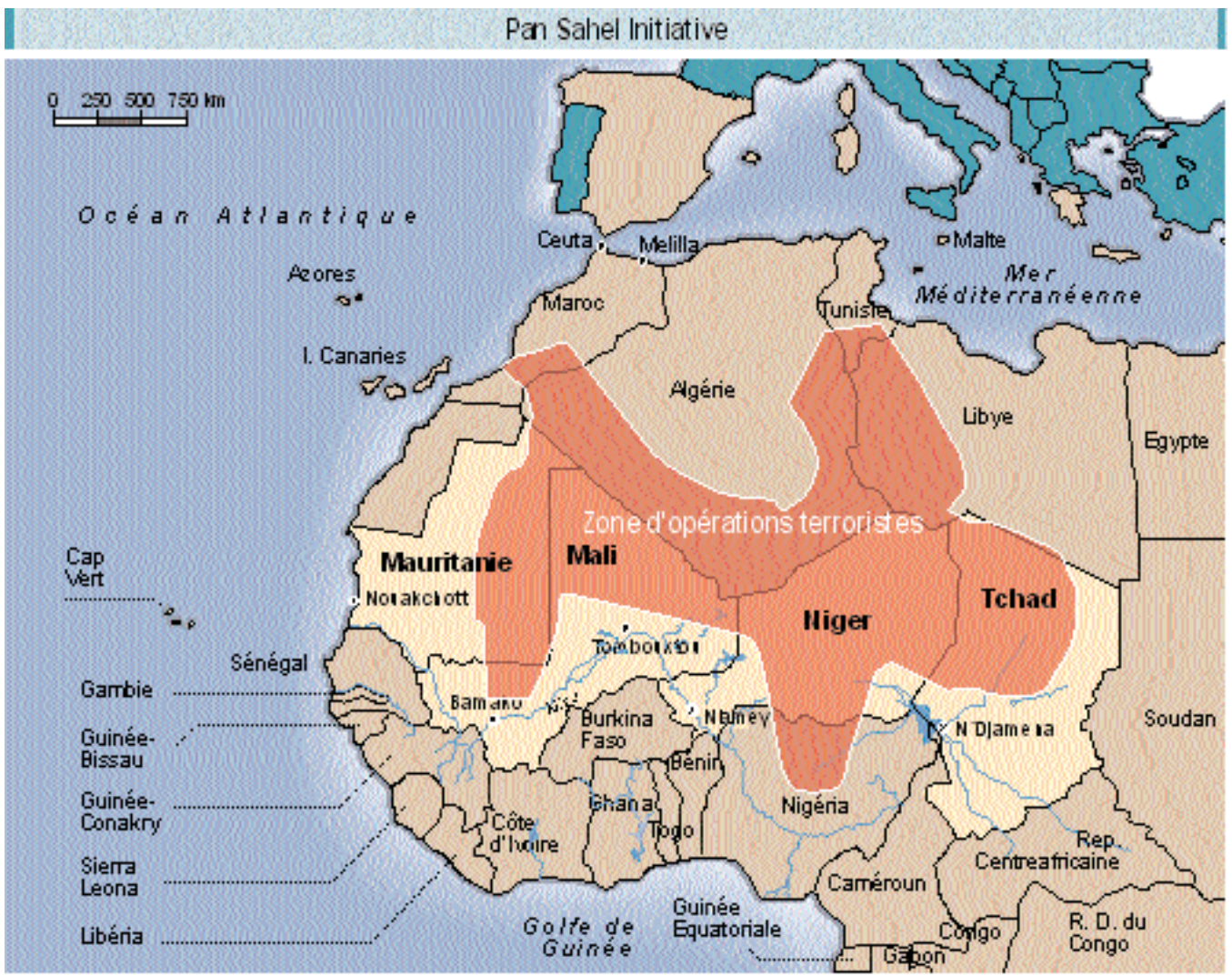
Une vision démesurée du poids des 'jihadistes'

Certaines analyses les présentent comme ayant pratiquement mis sous leurs coupes les acteurs multiformes qui existent dans la région. L'AQMI prend ainsi l'aspect d'une organisation tentaculaire qui aurait la haute main sur la très juteuse contrebande dans la région et aurait mis sous son influence les mouvements de rébellion targuie. Cette image fantasmée du poids de l'AQMI et de la menace qu'elle représente est très loin de la réalité. Le plus haut chiffre avancé dans la presse, reproduisant vraisemblablement des estimations des services de sécurité, est celui de 200 *jihadistes*. Cela n'est pas négligeable quand on sait que les estimations officielles algériennes situent le nombre des terroristes en Algérie entre 600 et un millier. Or, les statistiques le montrent clairement, l'activisme *jihadiste* reste concentré sur l'Algérie et les opérations menées au sud du Sahara, même si elles peuvent être spectaculaires, restent marginales. On peut tout simplement y voir la fonction qui est dévolue aux *jihadistes* dans la région : ramener des armes et collecter de l'argent, à travers les activités de contrebande et quand c'est possible par les enlèvements d'occidentaux que l'on libère contre des rançons. Si donc la présence du GSPC-AQMI est attestée dans la région, l'image démesurée qu'on en donne correspond, de la part de ceux qui la diffusent, à des inquiétudes réelles mais également à des buts politiques ou de propagande. Les rapports officiels américains sur le terrorisme, sans faire dans l'exagération en termes de présentation des faits, insistent lourdement sur le « potentiel » d'extension des activités d'Al Qaida dans la région. Et dans la logique de la « preemptive action », ce potentiel nécessite d'être traité rapidement sans attendre.

Une autre forme de l'instrumentalisation de cette image fantasmée du poids d'Al Qaida dans cette zone est donnée par le Maroc, qui de manière sibylline, reproche à l'Algérie de soutenir le Front polissario et de faire accroître « les périls de la balkanisation sur la région du Maghreb et du Sahel ». De manière plus directe – et plus grossière pourrait-on dire – de la part d'autres responsables chérifiens et de la presse marocaine. A titre d'exemple, le 10 mars 2007, le ministre marocain de la Justice, Mohammed Bouzoubab, a évoqué dans un entretien à l'hebdomadaire indépendant *Al Ayam*, une « collusion » entre Al Qaida et le Front polissario. « Il y a, maintenant, coordination et coopération entre Al Qaida, notamment le GSPC algérien et la Salafia Jihadia marocaine, qui engage une action commune avec le Front polissario ». Et, selon lui, cette coordination entre le Front polissario et Al Qaida est « corroborée par des rapports des services de renseignements internationaux ». La thèse est d'autant plus légère que l'on voit mal le Polisario qui s'appuie sur l'Algérie et mène une bataille diplomatique pour obtenir la mise en œuvre d'un référendum d'autodétermination s'impliquer dans une « collusion » qui le mettrait au ban de la communauté internationale. Ce discours, très souvent reproduit par la presse marocaine qui trouve parfois des « chercheurs » européens pour abonder dans ce sens, s'il manque de subtilité, cherche néanmoins à « fructifier » l'intérêt américain pour une zone qu'ils ne présentent pas encore comme une copie de la zone tribale pakistanaise mais qui pourrait le devenir si des actions ne sont pas engagées. On voit bien le bénéfice que le Maroc pourrait tirer d'une « accointance » entre le Polisario et Al Qaida. Sauf que le risque de collusion entre le Front polissario et AQMI est nul. Celle-ci est contraire à l'intérêt du Polisario.

Quid alors des touaregs rebelles ?

Il n'y a pas de réponse avérée mais on est au cœur du problème. Les possibilités d'accointances et d'arrangements – et non d'alliance – entre les activistes islamistes et les rebellions touaregs sont des probabilités réelles. Tous les mouvements de rébellion targuis, de crainte d'un bannissement international, se défendent de tout lien avec les islamistes armés. Cela dénote de leur part une connaissance parfaite des limites au-delà desquels ils se retrouvent sous la cible des régimes locaux comme celui des USA ou de l'Europe. On peut supposer cependant que les activistes islamistes, nouvel élément perturbateur dans la zone, ont compris que leur implantation dépend des accommodements qu'ils tissent avec les acteurs déjà présents, rebellions, contrebande organisée... C'est une condition de survie dans une zone où les acteurs illégaux ou hors-la-loi ont des liens avec les services des Etats de la région. Amari Saïfi, alias Abderrezak El Pa-



Source : www.globalsecurity.org

ra ou Abou Haydara, devenu célèbre pour avoir pris en otage en 2003, 32 européens dont il monnayera la libération pour cinq millions d'euros, en a fait l'expérience définitive en tombant au Tchad, entre les mains du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MTJD) avec lequel il n'existait de toute évidence pas d'arrangements. La détention d'Abderrezak El Para sera pendant de longues semaines un tremplin pour le MTJD pour faire parler de lui et être présent dans les médias.

Cette affaire est instructive. On y retrouve à peu près la nature du « jeu » qui se déroule au Sahel. Les groupes islamistes armés – actuellement on en recense deux, celui de Mokhtar Belmokhar, qui mène une activité autonome et a refusé de rallier l'AQMI et l'Emirat du Sahara, que dirige pour l'AQMI, Yahia Djouadi, alias Yahia Abou Amar Abd El-Ber – ne sont pas les maîtres du désert comme on tend à les présenter. En réalité, ils prennent une place, pas la plus importante, dans les activités qui existent dans la zone. Les opérations

armées menées par ces groupes sont très espacées. On peut même dire qu'ils optent, dans une région où ils ne sont pas – du moins pas encore – les acteurs dominants, davantage pour la discrétion des contrebandiers que pour l'agit-prop des *jihadistes*. Les enlèvements d'occidentaux, avec la médiatisation qui les entourent, constituent des intermédiaires dans cette discrétion du contrebandier. Du point de vue de la pure statistique, les troubles ont été davantage le fait des rébellions classiques qui existent de manière endémique dans le nord du Mali, Niger et Tchad, que des *jihadistes*. C'est donc bien en termes de « potentiel » que l'on appréhende la menace représentée par l'AQMI et non en termes de réalité immédiate. L'évolution de ce potentiel dépend largement de la capacité des Etats de la région à régler les vieux problèmes d'intégration des populations. En termes de stratégie, le règlement, par la voie de la négociation plutôt que par les armes, des rébellions classiques dans le nord du Sahel est primordial. Cela constitue un préalable pour

que les arrangements et les *modus-vivendi* qui peuvent exister entre les acteurs locaux et les *ihadistes* puissent être remis en cause et donner une efficacité accrue à l'action militaire. S'il ne faut pas nier l'existence d'une activité *ihadiste* dans le Sahel, il est difficile de ne pas constater que la présentation qui en est faite dans les médias est totalement démesurée. Le Sahel n'est ni la zone tribale paquistanaise, ni l'Afghanistan. Il pourrait néanmoins le devenir si les vieux problèmes qui opposent les populations aux Etats continuent de demeurer non résolus. A titre d'exemple, le Mali, aux prises avec la rébellion targuie au Nord, a pendant longtemps évité de s'attaquer aux *ihadistes*, sa priorité étant de mater les rebelles targuis. Un ordre de priorité qui n'était guère apprécié par le voisin algérien. Ces différences d'appréciations n'ont pas été exprimées publiquement. On pouvait cependant lire dans la presse algérienne des critiques de l'inaction de Bamako tandis que la presse malienne accusait l'Algérie d'utiliser les targuis pour combattre les éléments du GSPC.

Une riposte régionale

Les choses se sont apaisées. L'Algérie, après avoir obtenu de Bamako une fin des interférences libyennes, a pu imposer en février 2009, un accord qui prévoit une intégration des éléments rebelles targuis dans des forces spéciales encadrées par l'armée malienne. Ce n'est pas un hasard que, quelques mois après cet accord, l'on assiste à une « animation » dans le nord du Mali avec la multiplication d'accrochages entre l'armée malienne et les groupes islamistes armés. En juin 2009, l'armée malienne – c'était une première – a lancé une attaque contre un repaire du GSPC-AQMI, faisant, officiellement, 26 morts. L'opération intervenait après l'exécution d'un otage britannique, Erwin Dyer et aussi après la liquidation, imputée à l'AQMI, d'un officier des services maliens, à Tombouctou. De son côté, l'AQMI a revendiqué avoir tué le 4 juillet, 28 soldats maliens dans la région de Tombouctou (nord du Mali). Dans le communiqué de revendication, l'AQMI accuse le chef de l'Etat malien, Amadou Toumani Touré, d'avoir engagé son armée contre les *moudjahidin*, avec le soutien des « croisés ».

Cette « animation » dans le nord du Mali, là où selon les informations distillées par les services de sécurité, se trouvent les plus importantes bases de repli des *ihadistes*, ainsi que la multiplication des attaques en Mauritanie – le général putschiste, Mohammed Ould Abdelaziz accusera le président élu déchu, d'avoir été complaisant à l'égard des islamistes, ce qui lui a valu, sous des dehors de réprobation formelle, un soutien des occidentaux – suscite l'ébauche, sous l'égide de l'Algérie, d'une riposte régionale sans précédent. En effet, les chefs des armées algérien, mauritanien, malien et nigérien – et en l'absence notable de la Libye –

se sont réunis les 11 et 12 août 2009 au siège de la sixième région militaire, dans la ville algérienne de Tamanrasset. Un communiqué officiel, rendu public à Alger, précise que la réunion se faisait dans le cadre de la « lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme ». Le communiqué du ministère algérien de la Défense soulignait que les chefs d'Etat-major des quatre pays allaient examiner « ensemble les voies et moyens de consolider la coopération autour d'une lutte commune contre la criminalité qui sévit au niveau des bandes frontalières et, plus particulièrement le terrorisme ». La réunion entre les chefs militaires des quatre pays s'inscrit « dans le cadre des efforts soutenus consentis par les hautes instances des pays participants, relatifs au renforcement des relations de coopération militaire et sécuritaire ». Une opération militaire d'envergure coordonnée serait envisagée pour les mois à venir, pour s'attaquer aux repaires du GSPC-AQMI. Au-delà de la langue de bois usuelle, avec laquelle Alger a communiqué sur cette réunion exceptionnelle, il est établi qu'une solution militaire ne pourra pas résoudre les vieux problèmes de fond (rébellions locales endémiques liées à l'absence ou à la faiblesse de l'intégration économique et politique des populations au sein des Etats concernés et contrebande et pratiques illégales en tout genre).

De manière générale, les Etats de la région se sont accommodés de la situation, par impuissance ou par refus des changements que cela implique dans les domaines politique et de l'affectation des ressources. La menace, y compris dans son aspect médiatique démesuré, représentée par les islamistes, contraint les Etats à revoir leur manière de gérer la zone sahéenne. Et il est clair que cette approche doit être globale et non exclusivement militaire. ■